N°18

l'Avis Ouvrier

Le bulletin des syndicalistes de classe

DIALOGUE SOCIAL BIDON, ON N'EN VEUT PAS !
GRÈVE GÉNÉRALE JUSQU'À SATISFACTION !

Alors que des millions de personnes ont défilé le 5 novembre et, avant cela, les samedis 17, 24 et 31 octobre, alors que les lycéen(ne)s et les étudiant(e)s ont impulsé un mouvement social massif qui fait tâche d'huile dans toute l'Europe, **l'intersyndicale-CFDT entraîne le mouvement dans l'inaction la plus totale, confédération CGT comprise.**

Pourtant, les taux de grève du 5 novembre ont été impressionnants dans plusieurs secteurs, notamment chez les électriciens et gaziers ou encore chez les enseignants, sans oublier la puissante grève internationale des dockers contre la guerre du 30 octobre dernier, qui a donné lieu à une mobilisation exceptionnelle en France. Rappelons que cette dernière a été organisée et coordonnée par la Fédération syndicale mondiale (FSM), toujours considérée comme indésirable (pour employer un euphémisme) par la confédération CGT, qui est affiliée à la CES et à la CSI, lesquelles ne font rien pour organiser la moindre lutte.

Mais voilà : malgré une mobilisation puissante, **l'intersyndicale-CFDT a décidé de se rendre à la conférence sociale bidon organisée par le minoritaire et totalement illégitime Lecornu,** dont le dernier exploit a été d'obtenir zéro voix (!) à l'Assemblée nationale sur le volet recettes du budget 2027 !

Il convient de préciser que ce qui est mis sur la table des négociations, c'est une augmentation de 2 % maximum du SMIC et zéro (0 !) % d'augmentation pour les fonctionnaires et les travailleurs du privé rémunérés au-dessus du SMIC ! Pendant ce temps-là, la mobilisation est mise sur la touche ! Alors qu'il faut battre le fer tant qu'il est chaud, c'est maintenant qu'il faut y aller !

Pire encore : la veille du 5 novembre, l'intersyndicale-CFDT, avec les logos de la CGT et de la FSU, produisait **un communiqué de soutien à l'Ukraine absolument scandaleux.** Alors que les services publics sont déjà dans un état catastrophique et que les salaires des fonctionnaires sont en berne, après 30 ans d'euro-austérité, les budgets de guerre euro-atlantistes de l'OTAN sont en train de les achever. Et voilà que l'intersyndicale en réclame encore davantage !

Toujours plus de dépenses pour armer le régime de Kiev, ouvertement nostalgique de l'occupation nazie, et toujours moins pour les travailleurs et travailleuses de France ! **Nous proposons à intersyndicale le slogan suivant : « L'argent pour la guerre, pas pour les salaires ! »**

De plus, ce communiqué de la honte ose se réclamer de l'intérêt des travailleurs et travailleuses ukrainiens, alors



4 novembre 2026

Solidarité avec la résistance des travailleuses et travailleurs d'Ukraine !

Depuis le 24 février 2022, l'Ukraine fait face à une guerre d'agression à grande échelle menée par la Russie. Alors que le conflit se prolonge, les pressions exercées par les États-Unis de Donald Trump, en connivence avec Vladimir Poutine, font craindre une issue imposée à l'Ukraine, au mépris du droit de la population à décider de son avenir. Dans le même temps, le pays manque toujours de moyens de défense suffisants pour protéger sa population et ses infrastructures.

La situation humanitaire demeure particulièrement préoccupante. Les bombardements russes frappent quotidiennement les infrastructures civiles, les écoles, les établissements de santé et les réseaux d'approvisionnement en eau, en chauffage et en électricité. À l'approche de l'hiver, ces destructions menacent directement les conditions de survie de millions de personnes. Récemment encore, les Nations Unies ont alerté sur l'urgence de mobiliser une aide internationale supplémentaire, notamment pour répondre aux besoins humanitaires croissants dans la région de Kyiv.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, SOLIDAIRES et la FSU condamnent sans ambiguïté l'agression impérialiste russe et toute "négociation" menée au mépris de la volonté du peuple ukrainien.

Nous appelons à poursuivre et renforcer les actions d'information et de mobilisation en France sur la situation en Ukraine et les conséquences de cette guerre pour la population ukrainienne.

À cette situation s'ajoutent les menaces qui pèsent sur les droits sociaux en Ukraine.

Aux côtés des organisations syndicales ukrainiennes, nous dénonçons l'adoption, le 12 octobre dernier, par la Rada, de la loi sur la santé et la sécurité au travail, porteuse de graves régressions. Ce texte marginalise le rôle des syndicats dans la surveillance effective de la sécurité et de la santé au travail et dans la prévention des risques professionnels. Alors qu'un tiers de la main-d'œuvre du pays est employé dans des conditions de travail dangereuses, encore aggravées par la guerre, la loi affaiblit les garanties existantes, notamment les mécanismes d'indemnisation, les prestations sociales et les dispositifs de protection des travailleurs exposés à ces risques.

Autre sujet de préoccupation majeure - le projet gouvernemental de réforme du Code du travail, dont l'examen débute au parlement, risque d'accentuer la précarisation des salarié.es, d'affaiblir les protections collectives et de restreindre les droits syndicaux.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, SOLIDAIRES et la FSU, réaffirment leur solidarité avec les syndicalistes ukrainien.nes qui, tout en participant activement à la résistance envers l'occupation militaire russe, continuent à s'organiser, à défendre les droits des salarié.es et à porter leurs revendications sociales malgré les conditions imposées par la guerre.

La solidarité internationale, la défense des droits syndicaux et sociaux et la recherche d'une paix juste et durable restent au cœur de notre engagement commun.

Solidarité avec les travailleuses et les travailleurs d'Ukraine !

Troupes russes hors d'Ukraine !

Pour une paix juste et durable et pour la justice sociale !

que ces derniers sont envoyés de force au front par le régime de Zelensky, dont les milices fascistes kidnappent des gens en pleine rue ! Les réseaux sociaux pullulent de ces vidéos et ce phénomène porte même un nom en Ukraine : la « busification ». Mais l'intersyndicale veut toujours plus de sang ukrainien, alors que les Ukrainiens ont, rappelons-le, majoritairement voté pour Zelensky parce qu'il promettait la paix dans le Donbass, promesse qui n'a jamais été tenue…

Il est plus que temps que les bases syndicales reprennent les choses en main pour porter les revendications du monde du travail :

« L'argent pour les salaires, pas pour la guerre ni pour les actionnaires ! »

« L'argent pour étudier, pas pour l'armée ! »

« L'argent aux étudiants, pas pour l'surarmement ! »

« L'argent pour l'hôpital, pas pour la guerre mondiale ! »

« L'argent pour les fonctionnaires, pas pour leurs sales guerres ! »

Oui, parce que l'une des principales faiblesses du mouvement actuel est sa faiblesse politique : les budgets de guerre doivent être abandonnés et l'argent réorienté vers les services publics et les salaires, ça doit être LA revendication principale. Il est d'ailleurs frappant de constater que le mouvement lycéen a réveillé l'Europe des luttes, du Danemark au Portugal, en passant par l'Italie, l'Allemagne, la Grèce, la Belgique, etc. Dans tous ces pays, les mouvements font clairement le lien entre les budgets de guerre et l'austérité imposée aux salariés.

L'autre faiblesse réside, bien sûr, dans la construction des mobilisations, notamment dans la préparation de la grève générale, en multipliant les préavis de grève, les assemblées générales, les heures d'information syndicale, etc.

Bien sûr, il est ardu de mettre le pays en grève générale. Avec des conditions de vie déjà désastreuses, chaque journée de grève représente un investissement difficile pour beaucoup. Et les 30 années de défaites du syndicalisme rassemblé (pas une seule victoire !), dont la dernière remonte à 2023, ont laissé des traces…

Mais c'est là notre seule force, et nous ne risquons rien, si ce n'est de réussir !

Soyons clairs : il n'y a absolument rien à attendre du dialogue social bidon !

Alors, camarades, tous ensemble, construisons la GREVE GENERALE pour enfin décrocher l'argent pour les salaires, pas pour la guerre !



Les militants de la CGT, mais aussi d'autres organisations syndicales qui éditent ce bulletin sont proches, pour certains, du Pôle de Renaissance Communiste en France et le revendiquent fièrement. D'autres sont sans attache partisane particulière mais TOUS constatent que loin d'avoir appris du dernier congrès de la CGT, de la défaite qu'a subie le monde du travail sur les retraites et du choix désastreux de cautionner l'euro-réformiste Laurent BERGER et son « dialogue social » bidon avec Macron, les confédérations syndicales dites « de lutte », y compris la CGT, continuent d'accompagner la « construction européenne » qui détruit notre pays, nos salaires, nos conquêtes sociales, notre industrie, notre agriculture et nos services publics.

Dans l'intérêt même de la CGT, du syndicalisme de CLASSE et du monde du travail,
FAISONS ENTENDRE ET DIFFUSONS L'AVIS OUVRIER !